











bservatoire

Les déplacements domicile-travail

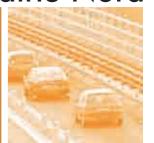
Des Hommes et des Territoires en mouvement

en Lorraine Nord

HICI - 2, rue de Lexy CS 11432 Réhon F-54414 LONGWY

tél : (+33) 03 82 26 03 20 fax : (+33) 03 82 23 73 30

agape@agape-ped.org



"Le court terme hurlant ne peut occulter le long terme silencieux." Edgard PISANI



Lorraine Nord, des Hommes et des Territoires en mouvement

La Lorraine Nord (*) se situe au carrefour de deux pôles d'emploi majeurs de la Grande Région : le Grand-Duché de Luxembourg et le Sillon Mosellan, autour des pôles de Metz et Thionville.

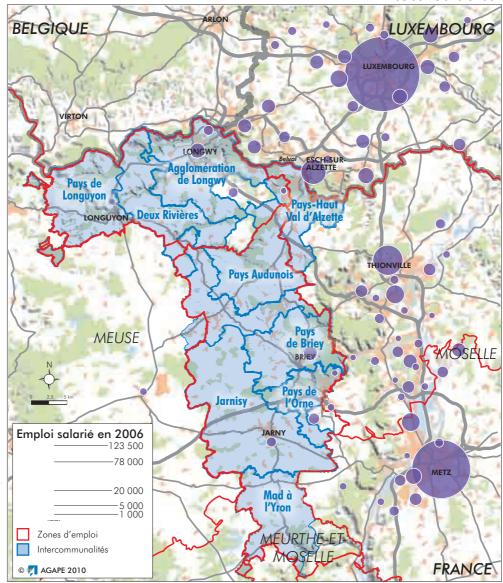
Le lancement du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), le déploiement du SMOT (Schéma stratégique de Mobilité Transfrontalière), le développement d'Esch-Belval, l'annonce d'une OIN (Opération d'Intérêt National) sur le secteur de la Communauté de Communes du Pays-Haut Val-d'Alzette, la dynamique de Metz et Thionville autour du Sillon Lorrain, les réformes à venir de l'administration territoriale, entraînent une redistribution des cartes et nécessitent notamment des analyses fines des déplacements, tant à l'échelle de la Lorraine Nord, que de l'espace transfrontalier.

Depuis toujours, les migrations alternantes consti-

tuent une thématique centrale pour l'Agence d'urbanisme et de développement durable Lorraine Nord sur le périmètre de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy et à l'échelle de l'ensemble de l'arrondissement de Briey.

Au-delà des clichés et des idées reçues, ce $27^{\text{ème}}$ numéro d'InfObservatoire propose une photographie de ces déplacements, à différentes échelles spatiales et temporelles, permettant de mesurer les évolutions sur une période significative. Il constituera également un point de référence pour les études et analyses à venir dans le cadre des nombreux projets et démarches qui s'engagent sur ce territoire en mouvement et sur lesquels l'Agence et ses partenaires sont engagés.

Luc GWIAZDZINSKI, Directeur Général de l'AGAPE



(*) NB : par convention, nous appellerons "Lorraine Nord" le territoire de l'arrondissement de Briey augmenté du territoire de la CCPHVA, correspondant également au "Pays-Haut" et au territoire d'intervention actuel de l'Agence d'urbanisme et de développement durable.



Un espace, des pôles et des flux

Un territoire sous influence du Grand-Duché et des pôles mosellans...

Près de 66 000 salariés résident en Lorraine Nord. La moitié de ces salariés travaillent, soit au Grand-Duché de Luxembourg (31%), soit en Moselle (19%). Les autres, soit 26 400 personnes, travaillent en Lorraine Nord.

Cette double influence ne se distribue pas de manière uniforme sur le territoire. Au Nord, 48% des salariés travaillent au Luxembourg et 7% en Moselle, alors qu'au Sud les frontaliers se rendant au Luxembourg représentent 14% des salariés, contre 36% pour les navetteurs à destination de la Moselle.

L'influence luxembourgeoise s'exerce donc davantage sur le secteur Nord (zone d'emploi de Longwy et CCPHVA), tandis que le Sud (zone d'emploi de Briey) est attiré par la Moselle.

Le solde des déplacements en Lorraine Nord est donc logiquement déficitaire, de l'ordre de une entrée pour cinq sorties. Au vu de ce déficit et de la reprise démographique du territoire, on voit bien que la Lorraine Nord est un territoire sous influence qui s'inscrit dans une dynamique régionale et métropolitaine plus large avec un risque non négligeable de transformation en banlieue-dortoir des métropoles voisines.

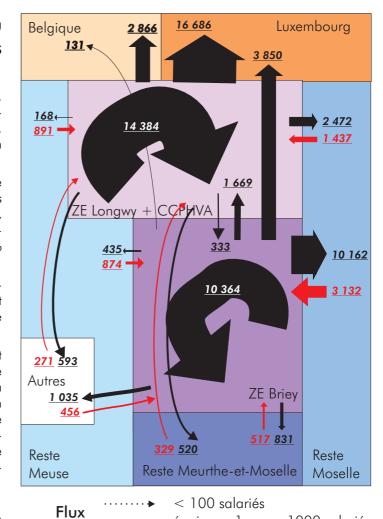
... qui possède néanmoins une dynamique interne

Les zones d'emploi de Briey et de Longwy constituent deux pôles d'emploi relativement équilibrés : 16 000 emplois salariés au Sud et 19 000 au Nord.

Au Nord, les emplois se localisent essentiellement dans la CC de l'Agglomération de Longwy (CCAL), dans la zone d'activité de Villers-la-Montagne et dans une moindre mesure dans la CC Pays-Haut Val-d'Alzette.

Au Sud, les pôles d'emploi se répartissent entre les différentes intercommunalités autour des villescentres : Briey pour la CC du Pays de Briey (CCPB), Conflans-Jarny pour la CC du Jarnisy (CCJ), et Joeuf-Homécourt pour celle du Pays de l'Orne (CCPO). La présence d'un important site d'activités à Batilly impacte également les migrations alternantes dans le Sud de l'arrondissement de Briey.

En termes de dynamiques internes, on peut noter qu'il existe peu d'échanges de salariés entre les deux zones d'emploi. Seule la CCAL exerçe une attraction significative sur la CCPB, avec un flux de 1 669 personnes contre 335 dans l'autre sens.



ZE Longwy + CCPHVA Stables: 14 384 actifs

Total entrées : 4 597 actifs Total sorties : 23 088 actifs ZE Briey

Stables: 10 364 actifs Total entrées: 5 312 actifs Total sorties: 18 126 actifs

épaisseur 1mm = 1000 salariés

NB : le lieu de travail de 1% des actifs qui allaient travailler à l'extérieur, soit près de 500 personnes, est indéterminé.

Pour des questions de cohérence et d'analyse, nous avons choisi de diviser le territoire de la Lorraine Nord en 2 entités :

- la zone d'emploi de Longwy et les communes mosellanes de la CCPHVA, dénommée "Zone Nord";
- la zone d'emploi de Briey, dénommée "Zone Sud".



Un renforcement de l'attractivité des pôles extérieurs

Entre 2002 et 2006, les flux se sont accrus depuis la Lorraine Nord en direction du Luxembourg (+15%, +2 665 salariés), de la Moselle (+4%, +562 salariés), mais également en direction de la Belgique (+14%, +372 salariés). A contrario, les flux internes à la Lorraine Nord sont en léger recul (-0,9%, soit -233 salariés).

Sur la zone Nord (zone d'emploi de Longwy + CCPHVA), les flux frontaliers se renforcent (+13% vers le Luxembourg, soit +1 894 salariés et +14% vers la Belgique, soit +356 salariés), alors que les flux vers la Moselle diminuent (-9%, soit -173 salariés). Dans le même temps, la zone enregistre une légère baisse du nombre de salariés travaillant sur place (-186 personnes, soit -1,2%).

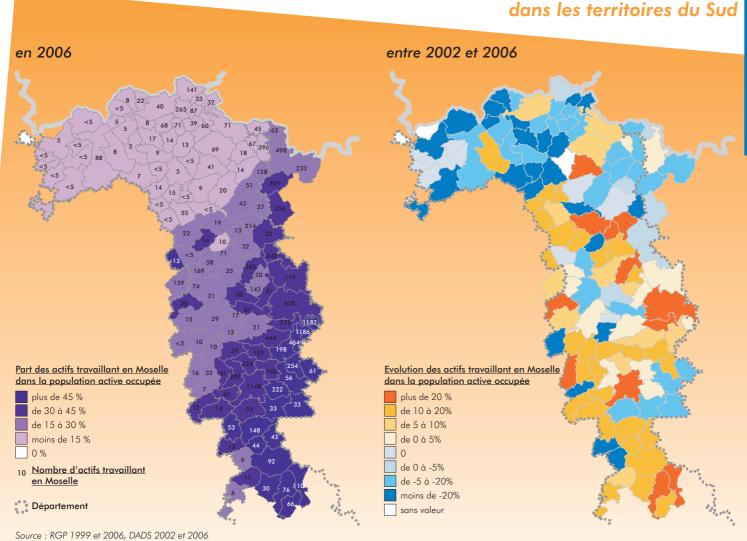
La zone d'emploi de Briey connaît aussi un accroissement de l'attractivité des pôles extérieurs. Sur la même période, les flux vers le Luxembourg ont augmenté de 25% (+771 salariés) et ceux vers la Moselle de 9% (+834 salariés). Les flux vers la Belgique ont doublé, mais restent modestes (131 sala-

riés en 2006). La zone d'emploi de Briey connaît aussi une légère baisse du nombre de salariés, de l'ordre de -0,5% (-47 salariés).

Une zone Sud tournée vers la Moselle

Les échanges domicile-travail avec la Moselle sont plus marqués dans les territoires du Sud: la part de salariés travaillant en Moselle dépasse 60% dans l'extrême sud du territoire (Mad-à-l'Yron) et 50% à proximité immédiate de Metz (Pays de l'Orne, Batilly). Cette part est également élevée dans le Jarnisy (41%) et sur la CCPB (33%). Les territoires "centraux" sont moins impactés (27% dans le Bassin de Landres et 23% dans le Pays Audunois). En revanche, le Nord du territoire n'est que faiblement concerné: moins de 11% des salariés vont travailler en Moselle, à l'exception de la CCPHVA (20%), compte tenu de sa proximité avec le pôle thionvillois.

L'attraction mosellane se renforce



Une zone Nord orientée vers le Grand-Duché de Luxembourg...

En 2006, l'attraction du Luxembourg s'exerçe surtout dans le Nord du territoire avec 38% des actifs occupés de la CCAL, 41% des actifs occupés de la CCPA, 39% des actifs occupés du secteur Villers-Fillières et surtout 60% des actifs occupés de la CCPHVA et près de 70% dans les communes frontalières de la CCPHVA. Cette attraction se fait désormais sentir jusque dans le Bassin de Landres (20% des actifs occupés).

En 2006, 131 communes sont concernées par le travail frontalier, soit 4 de plus qu'en 2002, essentiellement situées dans le Jarnisy. 11 communes ont plus de 50% de leur population active occupée qui travaille au Luxembourg, situées majoritairement dans la CCPHVA et la CCPA. 52% des frontaliers résident dans un secteur regroupant la CCAL, la CCPHVA et les communes de Villers-la-Montagne, Fillières et Tiercelet.

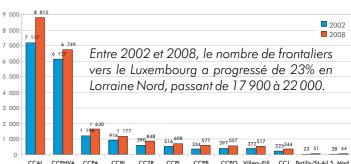
NB: Les données 2009 de l'IGSS, qui n'ont pu être prises en compte dans ce document, font état, pour la première fois, d'une légère diminution du nombre de frontaliers en Lorraine Nord: -583 entre septembre 2008 et septembre 2009, (-2,6%), liée au contexte économique difficile, qui n'épargne pas l'économie luxembourgeoise.

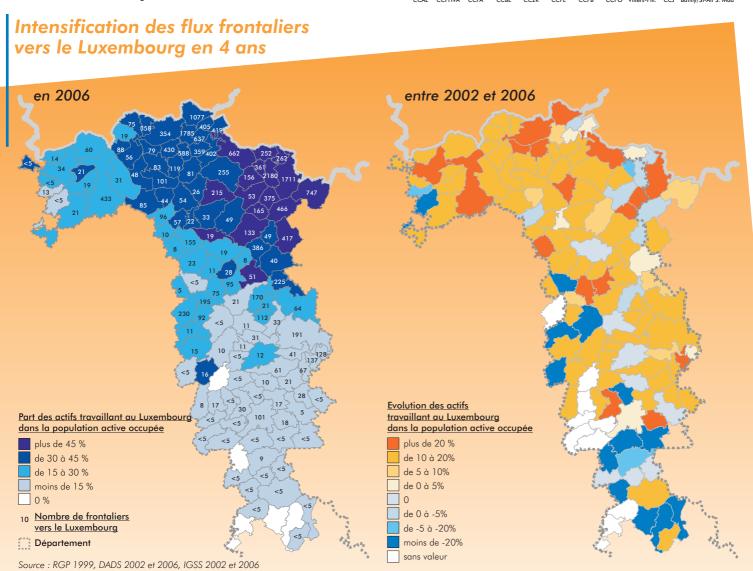
... et pour partie vers la Belgique

L'influence de la Belgique se manifeste principalement sur les territoires de la CC du Pays de Longuyon (14% des actifs occupés en 1999, 16% en 2006) et de la CC des Deux Rivières (13% en 1999, 14% en 2006).

Selon les données issues du Recensement 2006, le nombre d'actifs travaillant en Belgique a augmenté entre 1999 et 2006 de 26% passant de 2 277 à 2 862 actifs. Sur la zone d'emploi de Briey, le nombre de frontaliers vers la Belgique a triplé, passant de 45 à 135 actifs, résidant pour moitié dans quelques communes du Bassin de Landres et du Pays Audunois.

Du Nord au Sud, toujours plus de frontaliers à destination du Luxembourg







Une diversité de situations

Deux Rivières : le Luxembourg s'affirme

En 2006, 2 700 salariés résident sur la CC2R, dont 226 qui travaillent "sur place", soit 8%. Le nombre de salariés travaillant sur le territoire de l'EPCI pourrait par ailleurs diminuer, compte tenu notamment de la fermeture de Faurecia prévue fin 2010.

Ce territoire est principalement attiré par le reste du pays de Longwy-Audun Le Tiche (37%), mais de plus en plus par le Grand-duché du Luxembourg. En 2006, il attire 750 actifs frontaliers (31%), et leur nombre a progressé de 160 personnes depuis 2002 (+27%). En 2008, on compte déjà 850 frontaliers travaillant au Luxembourg.

La Belgique exerce également une attraction non négligeable sur ce territoire : le nombre de frontaliers vers le pays a augmenté de 27% depuis 1999, passant de 300 à 390 salariés. Au total, plus de 1 000 salariés franchissent quotidiennement la frontière en 2006 vers la Belgique et le Grand-Duché.

Enfin, 69% des emplois de la CC2R sont occupés par des actifs venant de l'extérieur. Ceux-ci proviennent majoritairement du reste du pays de Longwy-Audun, et en particulier de la CCAL (160 actifs), mais également du Bassin de Landres (100 actifs) et du Pays de Longuyon (90 actifs).

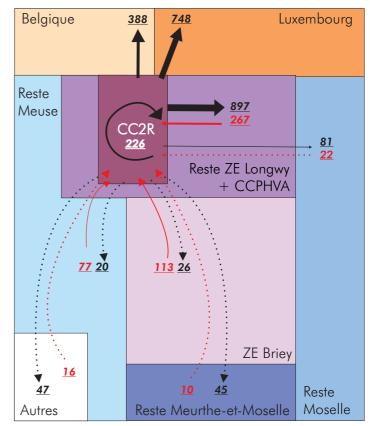
Agglomération de Longwy : travail frontalier et pôle d'emploi

En 2006, 21 000 salariés résident sur la CCAL, dont 7 950 travaillent "sur place", soit 38% des salariés.

Toutefois, le Grand-Duché du Luxembourg est le premier employeur de la CCAL. Il attire 8 100 actifs frontaliers (38%), leur nombre a progressé de 920 actifs depuis 2002 (+13%). En 2008, leur nombre est passé à 8 800.

64% des emplois sur la CCAL sont occupés par des résidents mais leur nombre se stabilise depuis 2002. En revanche, les déplacements en direction de la CCAL ont augmenté de 14% depuis 2002 (+530). Les 36% d'emplois restants sont occupés par des actifs provenant de différents territoires, majoritairement du reste de la zone d'emploi de Longwy et de la CCPHVA (16%), mais aussi du Pays de Briey (8%), de Moselle (6%) et de Meuse (4%).

Malgré une attraction toujours plus forte du Luxembourg, la CCAL se maintient comme un pôle d'emploi majeur sur le territoire nord-lorrain, mais son attraction reste principalement limitée aux communes de la zone d'emploi de Longwy.

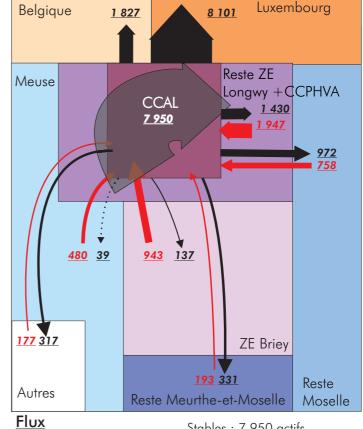


Flux

Stables: 226 actifs

Total entrées: 505 actifs

Total sorties: 2 478 actifs



..... < 50 salariés

→ 1 mm = 500 salariés

Stables : 7 950 actifs Total entrées : 4 503 actifs Total sorties : 13 154 actifs

Pays Audunois : renforcement de l'attraction grand-ducale

En 2006, 3 200 salariés résident sur la CCPA, mais seulement 230 travaillent sur la CCPA, soit à peine 7% d'entre eux. Avec seulement 320 actifs entrants, la CCPA apparaît donc avant tout comme un territoire résidentiel.

En 1999, la CCPA marquait la limite entre les sphères d'attraction mosellane et luxembourgeoise. Depuis, le Grand-duché a nettement renforcé son attraction au-delà de ce périmètre.

En 2006, 1 400 salariés travaillent au Luxembourg, soit 45% des salariés résidents de la CCPA, et leur nombre a progressé de 240 actifs (+20%) depuis 2002

Le Grand-Duché constitue donc le principal employeur de cette intercommunalité qui s'éloigne de plus en plus de la zone d'emploi de Briey (6% des actifs seulement travaillent dans le reste de la ZE de Briey).

Les 320 actifs extérieurs venant travailler sur la CCPA sont originaires pour moitié de l'arrondissement de Briey (53%), 40% viennent de Moselle et 7% du reste de la Lorraine.

Fortement impacté par le travail frontalier au Luxembourg, le Pays Audunois ne constitue plus le point d'articulation entre les influences luxembourgeoise et mosellane, désormais plus au Sud, vers le Bassin de Landres.

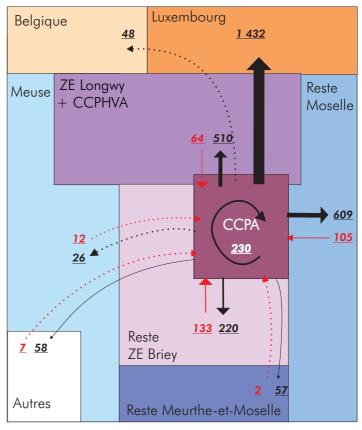
Pays de Briey : des flux atypiques

En 2006, 3 700 salariés résident sur la CCPB. Avec un peu moins de 4 500 emplois, cet EPCI est un des pôles d'emplois principaux dans le Sud de l'arrondissement. Avec 3 100 entrées pour 2 500 sorties, la situation de la CCPB est atypique : elle est la seule intercommunalité de Lorraine Nord à présenter une balance des flux positive. La présence du pôle d'activités industrielles et technologiques et la concentration de services administratifs, judiciaires et hospitaliers à Briey expliquent cette particularité.

Les « entrants » sont en majorité originaires de la CCPO (27%), de Moselle (23%, dont 16% habitent la zone d'emploi de Thionville), de la CCJ (17%) et de la CCBL (12%).

33% des salariés résidents travaillent sur place. L'attraction de la Moselle est importante avec 31% des salariés qui s'y rendent quotidiennement.

Entre 2002 et 2006, le nombre de frontaliers s'est accru de 46%. Le Luxembourg employait en 2006 13% des salariés résidents, contre 6% en 1999.

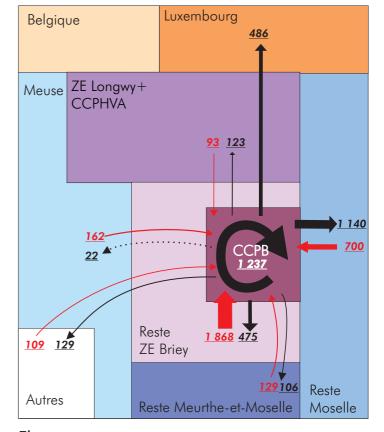


Flux

···· ► < 50 salariés

→ 1 mm = 500 salariés

Stables : 230 actifs Total entrées : 323 actifs Total sorties : 2 936 actifs



 Stables: 1237 actifs
Total entrées: 3112 actifs
Total sorties: 2483 actifs
dont 8: destination indéterminée

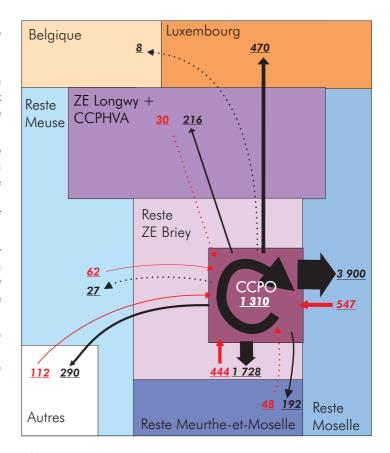
Pays de l'Orne : sous influence mosellane

En 2006, la CCPO compte 8 100 salariés sur son territoire. Avec un flux sortant 5 fois supérieur au flux entrant, c'est un territoire qui subit l'attraction de plusieurs pôles .

La Moselle, avec notamment le pôle de Metz, reste la principale destination des salariés travaillant à l'extérieur de la CCPO, puisque près de la moitié (48%) des salariés résidents de la CCPO y travaille. Avec 13% du flux sortant, la CCPB exerce également une attraction plus modeste sur la CCPO.

A contrario, ce territoire est encore peu impacté par le travail frontalier, malgré une hausse de 20% du nombre de frontaliers entre 2002 et 2006. La part de salariés travaillant au Luxembourg a doublé entre 1999 et 2006, passant de 3 à 6 %.

Les 1 300 personnes venant travailler dans la CCPO sont principalement originaires des territoires voisins : 43% sont originaires de Moselle, 18% habitent le Jarnisy et 11% la CCPB.



Flux ····► < 50 salariés → 1 mm = 500 salariés

Stables : 1 310 actifs Total entrées : 1 271 actifs Total sorties : 6 833 actifs

Jarnisy : un pôle d'emploi très concurrencé par la Moselle

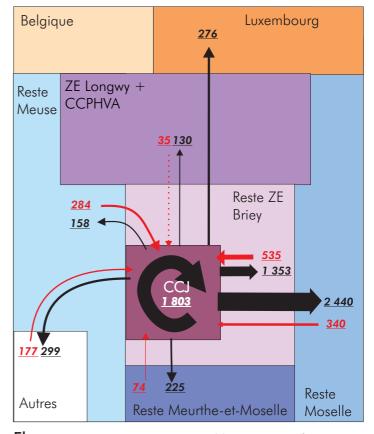
En 2006, la CCJ compte 6 300 salariés sur son territoire, dont 29% travaillent sur place. La balance des flux est déficitaire avec 3 sortants pour 1 entrant.

Comme la CCPO, la CCJ est un territoire qui connaît une forte attraction vers la Moselle : en 2006, 39% des salariés résidents travaillent en Moselle. Seuls 9% des salariés se rendent dans la CCPB pour travailler.

Entre 1999 et 2006, le nombre de travailleurs frontaliers vers le Luxembourg a doublé, passant de 130 à 280 personnes. Néanmoins, avec seulement 4% des salariés résidents en 2006, le phénomène frontalier est encore marginal sur ce territoire.

Les 1 470 salariés venant travailler sur la CCJ mais n'y habitant pas sont originaires pour 40% d'entre-eux du reste de la zone d'emploi de Briey, 23% de la Moselle et 20% de la Meuse.

A noter que près de 85% des emplois sont concentrés sur le pôle de Conflans-Jarny.

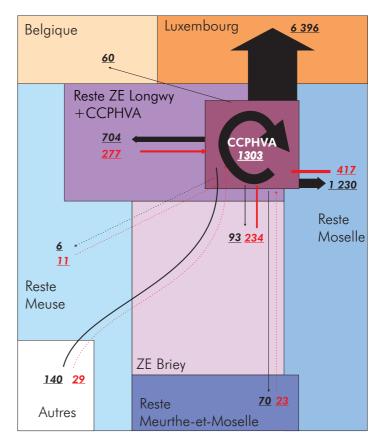


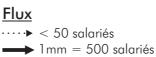
Flux ···· ► < 50 salariés → 1 mm = 500 salariés Stables : 1 803 actifs Total entrées : 1 470 actifs Total sorties : 4 448 actifs

Pays-Haut Val-d'Alzette : un territoire dépendant du Luxembourg

En 2006, 10 000 salariés habitent le territoire de la CCPHVA, mais seulement 13% occupent un emploi sur place. La grande majorité des salariés travaillent donc à l'extérieur, principalement au Grand-Duché, qui emploie près de 2 salariés sur 3 du territoire (63%). Avec 12% des salariés, la Moselle est la second lieu de travail des salariés de la CCPHVA. Avec 63% de salariés frontaliers, le Pays-Haut Val-d'Alzette est le territoire de Lorraine Nord le plus attiré vers le Luxembourg, loin devant le Pays Audunois (44%). Les projets de création d'emplois sur le site d'Esch-Belval pourraient renforcer cette tendance.

Avec 2 300 emplois sur son territoire, la CCPHVA constitue malgré tout un pôle d'emploi significatif en Lorraine Nord. 43% de ces emplois sont occupés par des salariés non-résidents, principalement originaires de Moselle (41%), de la CCAL (21%) et du Pays Audunois (14%).





Stables : 1 303 actifs Total entrées : 994 actifs Total sorties : 8 695 actifs



Un tableau final contrasté

Les flux domicile-travail en Lorraine Nord : entre influence extérieure et dynamique interne

L'analyse des navettes domicile-travail, à l'échelle de la Lorraine Nord, permet plusieurs constats :

- le Grand-Duché du Luxembourg et le Sillon Mosellan exercent une attraction de plus en plus forte sur la Lorraine Nord.
- Cette attraction n'est toutefois pas homogène et suit un gradient Nord-Sud, lié à la physionomie longiligne du territoire.
- Les territoires du Nord sont les plus touchés par le travail frontalier : 63% de frontaliers sur le Pays-Haut Val-d'Alzette, 44% sur le Pays Audunois, 38% sur l'Agglomération de Longwy. Mais le travail frontalier ne concerne pas seulement le Luxembourg : les territoires proches de la frontière belge (Agglomération de Longwy, Deux Rivières, Pays de Longuyon) connaissent aussi une progression du nombre de frontaliers vers la Belgique, même si cette progression suit un rythme plus faible que la crois-

sance du nombre de frontaliers au Luxembourg et concerne moins de personnes.

- Dans les territoires du Sud, moins touchés par le travail frontalier, souvent inférieur à 10% des salariés, on assiste pourtant à un doublement de ce phénomène entre 1999 et 2006. Ces territoires sont plus fortement attirés vers la Moselle, même si cette attraction n'est pas aussi forte que celle que peut exercer le Grand-Duché sur les territoires du Nord : la part de salariés des EPCI du Sud de l'arrondissement varie de 30% dans le Pays de Briey à 48% dans le Pays de l'Orne.

Deux éléments peuvent expliquer cette attraction "contenue" : il faut rappeler que la Moselle n'offre pas de revenus aussi attractifs que le Grand-Duché. Deuxièmement, la présence d'un pôle urbain aussi important que Briey (sous-préfecture, tribunal, hôpital, ZI) contre-balance l'influence mosellane. Résultat : la CCPB est le seul territoire à enregistrer plus d'entrées que de sorties.

		CC2R		CCAL		CCPA		ССРВ		ССРО		CCJ		CCPHVA	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
	Nombre de salariés résidant dans l'EPCI	2 704	100	21 104	100	3 186	100	3 720	100	8 143	100	6 251	100	9 998	100
	Nombre d'emplois salariés sur l'EPCI	731	-	12 453	-	553	-	4 349	-	2 581	-	3 273	-	2 297	
	Emplois occupés par des résidents de l'EPCI (= stables)	226	8	7 950	38	230	7	1 237	33	1 310	16	1 803	29	1 303	13
ENTRANTS	Emplois occupés par des non-résidents	505	-	4 503	-	323	-	3 112	-	1 271	-	1 470	-	994	-
	• dont originaires du reste de l'arrondissement de Briey	374	-	2 440	-	170	-	1 969	-	497	-	589	-	472	-
	• dont originaires de Moselle	27	-	882	-	130	-	711	-	552	-	340	-	455	-
	• dont originaires du reste de la Lorraine	97	-	735	-	21	-	340	-	128	-	379	-	50	-
	• dont salariés résidant hors Lorraine	7	-	446	-	< 5	-	92	-	94	-	162	-	17	
SORTANTS	Salariés travaillant à l'extérieur de leur EPCI de résidence (en % = taux de dépendance)	2 478	92	13 154	62	2 956	93	2 483	67	6 833	84	4 448	71	8 695	87
	dont résidents travaillant au Luxembourg	748	28	8 101	38	1 432	44	486	13	470	6	276	4	6 396	63
	• dont résidents travaillant en Belgique	388	14	1 827	9	48	1	0	0	8	0	0	0	60	. 1
	• dont résidents travaillant en Moselle	90	3	1 026	5	683	21	1 148	31	3 914	48	2 440	39	1 233	12
	• dont résidents travaillant dans le reste de l'arrondissement de Briey	918	34	1 513	7	641	20	591	16	1 925	24	1 048	17	793	8
	• dont résidents travaillant dans le reste de la Lorraine	71	3	389	2	88	3	138	4	241	3	399	6	85	. 1
	dont résidents travaillant hors Lorraine	263	10	298	1	64	2	120	3	275	3	285	5	128	1
BAL	ANCE DES FLUX (Entrants – Sortants)	-1 973		-8 651		-2 633		629		-5 562		-2 978		-7 701	

L'analyse des données permet de nuancer le diagnostic de la Lorraine Nord, principalement perçue comme un territoire dépendant des emplois du Luxembourg et des pôles de Thionville et Metz. Les statistiques permettent de dresser un tableau plus contrasté. Il y a par exemple autant de salariés de la CCAL qui travaillent sur place qu'au Luxembourg et autant de salariés de la CCPB qui travaillent sur place qu'en Moselle. Si 40% des salariés résidant

dans le Jarnisy travaillent en Moselle, ils sont quand même 30% à travailler sur place. Ces quelques chiffres montrent que malgré l'attraction des pôles luxembourgeois et messins il existe une réelle dynamique interne à la Lorraine Nord, organisée autour de ses différents pôles d'emploi (agglomération de Longwy, Briey, Batilly, Conflans-Jarny, ZI de Villersla-Montagne, Villerupt-Audun le Tiche, Joeuf-Homécourt, etc.).



Des enjeux pour un développement durable de la Lorraine Nord

L'importance des déplacements individuels domicile-travail qui, rappelons-le, ne représentent que 25% environ de nos déplacements, oblige professionnels et élus à poursuivre la réflexion autour de quelques questions essentielles pour l'aménagement et le développement durable des territoires :

- la limitation des nuisances : bruit, pollution, gaz à effet de serre ;
- le développement d'un système intégré et intermodal de mobilité, capable de mailler le territoire autour de principes de continuités géographique, temporelle, informationnelle et tarifaire qui privilégie le transport public et les modes doux dans une approche en termes de services de mobilité et de parcours plutôt qu'en terme de mode indépendant;
- la maîtrise de l'étalement urbain avec la recherche de la densité et l'utilisation prioritaire des friches ;
- les choix de localisation des activités et des hommes, les options d'aménagement entre le renforcement de l'attractivité des pôles de Metz et Luxembourg et le choix d'un système métropolitain polycentrique;
- -L'arbitrage permanent entre le bien-être individuel et l'intérêt général, entre le "je" et le "nous".



Zoom méthodologique

Sources et Méthodes

Pour réaliser ce document, l'AGAPE a utilisé des données issues de plusieurs sources, qui ont pu être croisées aux mêmes dates en 2002 et 2006, mais malheureusement pas pour 2009 :

- Les Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) de l'INSEE couvrent l'ensemble de l'emploi salarié en France, à l'exception des agents de l'Etat et l'ensemble des professions non salariées (agriculteurs, artisans, professions libérales par exemple). En revanche, les salariés des fonctions publiques territoriale et hospitalière sont couverts par le fichier.
- Le fichier détail "mobilités professionnelles des individus" issu de l'exploitation complémentaire du recensement rénové 2006 de l'INSEE, qui permet de disposer d'une donnée sur les effectifs de frontaliers vers la Belgique en 2006.
- Les données de l'IGSS de mars 2002 et mars 2006, qui permettent de suivre, à la commune, l'évolution des effectifs de travailleurs frontaliers au Luxembourg.

Le fichier DADS étant soumis au secret statistique, il n'a pas toujours été possible de déterminer avec exactitude les volumes des flux entre certains territoires. Néanmoins, les différences entre les valeurs minimales et maximales des flux concernés étant très faibles, une valeur intermédiaire a été calculée afin de permettre tout de même une agrégation des résultats.

Sigles

Pour des questions de lisibilité, nous avons utilisé les sigles des Communautés de Communes :

CC2R pour la Communauté de Communes des Deux Rivières (14 communes)

CCAL pour la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy (18 communes)

CCJ pour la Communauté de Communes du Jarnisy (24 communes)

CCPA pour la Communauté de Communes du Pays Audunois (14 communes)

CCPB pour la Communauté de Communes du Pays de Briey (9 communes)

CCPHVA pour la Communauté de Communes du Pays-Haut Val-d'Alzette (8 communes)

CCPL pour la Communauté de Communes du Pays de Longuyon (11 communes)

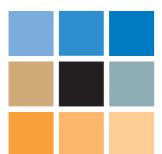
CCPO pour la Communauté de Communes du Pays de l'Orne (10 communes)

Carte des flux vers le Luxembourg (page 4)

La comparaison des flux domicile-travail vers le Luxembourg en 2002 et en 2006 s'appuie sur trois sources différentes :

- les frontaliers luxembourgeois : l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale luxembourgeoise (IGSS 2002 et 2006) ;
- les frontaliers belges : les données issues du Recensement Général de la Population de 1999, faute de données disponibles pour 2002 et du fichier-détail "mobilités professionnelles des individus" du Recensement Rénové de la Population de 2006 ;
- les navetteurs français : les Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS 2002 et 2006).

Afin de pouvoir mesurer des évolutions entre 2002 et 2006, ces trois données ont été additionnées afin de déterminer une population active comparable en 2002 et 2006.



InfObservatoire est édité par l'AGAPE - agence d'urbanisme et de développement durable Lorraine-Nord HICI - 2, rue de Lexy - CS 11432 - F-54414 LONGWY Cedex - Association Loi 1901

Président et Directeur de la publication : Olivier TRITZ

Directeur Général : Luc GWIAZDZINSKI

Imprimé par l'association en ses locaux - ISSN : 1266-9652 - Dépôt Légal : 1° trimestre 2010

Coordination : Catherine CIRETTE, chargée de mission

Rédaction : Aurélien BISCAUT et Michaël VOLLOT, chargés d'étude Infographie : Virginie LANG-KAREVSKI, infographe - cartographe

Contact: Michaël VOLLOT, Chargé d'étude - courriel : mvollot@agape-ped.org - Tél : (+33) 03 82 26 03 20